

DOIT-ON SE PASSER DE L'HISTOIRE ?

Si tous les signes n'étaient pas trompeurs, il faudrait bien admettre qu'aucune dimension de l'esprit n'est plus sclérosée que la pensée historique. Bien sûr, les historiens qualifiés ne diminuent pas en nombre, les facultés d'histoire sont très peuplées. A travers les auditoires résonne, conformément à sa mission, un enseignement du passé s'adressant à des cercles et à des cénacles ésotériques. L'histoire y est traitée comme un jeu de perles artificielles ; rien de ce qui est intéressant et utile, rien de ce qui est beau et savoureux n'en est absent. Il n'y manque pas non plus d'esprits avisés qui cherchent à réchauffer leur breuvage politique au feu des nécessités fondées sur l'histoire.

Mais à ces savants hommes d'affaires de l'histoire, il manque le vaste écho social. A ces anges bourdonnants de la résurrection et à ces gargotiers politiques, Dieu soit loué, ce sens manque également. C'est comme si la nation, en plus de sa prise de conscience, avait également perdu le goût et l'intérêt pour tout ce qui est historique. Sans doute, la jeunesse estudiantine se soumet-elle aujourd'hui encore à des leçons d'histoire ; le plus souvent à vrai dire avec une soumission fataliste comme à quelque chose d'irrévocable. Rarement elle trouve réponse à la question : quel enseignement tirer de l'histoire ?

Tout qui se penche sur la manière dont fut conçu, jusqu'à nos jours, l'enseignement de l'histoire en arrive à la conviction que l'intérêt pour l'histoire et la diffusion de tout ce qui est historique a dépendu, soit du degré de conformité de la représentation du passé aux courants idéologiques dominants de l'époque, soit encore de la manière dont elle soutenait ou aidait à soutenir la structure de l'Etat et l'ordre social existant⁽¹⁾.

Aussi longtemps que domina la conception de l'Etat national — cet Etat national qui fut le grand rêve ou la grande conquête, le grand dessein politique —, la science historique qui légitimait cette conception, et l'enseignement de l'histoire qui la prêchait, jouissaient de l'approbation générale.

A peine le romantisme, se référant à Herder, eut-il présenté l'histoire comme « le livre de ménage de Dieu sur la terre » et les princes, pour

(1) Un guide sûr sur ce point est l'ouvrage de WEYMAR E., *La prise de conscience allemande. Rapport sur l'esprit de l'enseignement de l'histoire dans les écoles secondaires au XIX^e siècle*, Stuttgart, E. Klett, 1961.

nous en tenir à des images, comme les comptables de la providence, qu'elle assaisonna la prise de conscience germanique de la nation allemande de considérations chrétiennes. Ainsi, on expliquait la victoire militaire sur Napoléon par un verdict de Dieu en faveur de son peuple élu : le peuple allemand. Parallèlement, se référant à l'Ancien Testament, elle réclamait un nouveau système d'alliances. De plus en plus s'imposait la conception que l'historien Fr. Kohlrausch exprimait ainsi, en 1814 : « L'Allemagne est le berceau et le véritable cœur de la nouvelle époque historique ».

Cette conception pseudo-visionnaire du présent, où se mêlaient un patriotisme surchauffé et un *fanum* religieux, empêchait évidemment une conception du passé sereine et objective. A la suite de Kohlrausch, d'Arndt et de Jahn, Schenkendorf chanta « la bénédiction divine, créatrice de la dignité allemande ».

Il se créa ainsi une germanomanie, stimulée par les chansons de bardes de Arndt et les exercices corporels patriotiques de Jahn, le père de la gymnastique. Le professeur d'histoire courlandais Ernst Traurvetter peut passer pour son porte-parole. C'était un homme qui voyait dans l'*Edda* un témoignage sacré. Il considérait la pierre des sorcières au bord du Brocken comme un Sion germanique et il formula dans son « Manuel à l'intention des Allemands bénis » des exercices sérieux de méditation en vers.

A partir de cette position, il n'y avait plus qu'un petit pas à franchir pour concevoir une interprétation raciste de l'histoire, laquelle nous a presque inéluctablement conduit à la grande catastrophe de notre siècle.

La science historique et ses principaux représentants sont, depuis longtemps, habitués à former la jeunesse dans un esprit de soumission et de dévotion à l'Etat. La justification du système existant, la légitimation de ses desseins politiques devaient finalement être invoqués comme une sorte de service militaire scientifique, ainsi que le réclamait Walter Frank : « L'institut national d'histoire contemporaine doit agir comme un aimant sur les divers secteurs de la jeune science. Et nous croyons qu'il y aura assez d'acier véritable pour forger, par un travail de plusieurs décennies, une communauté, qui est appelée à constituer un grand état-major général de la science allemande ».

Les exhortations inverses restèrent lettre morte. On oublia Oskar Jäger, qui, en un temps de patriotisme exacerbé, voulait rendre à l'enseignement de l'histoire, sa dignité scientifique, en identifiant la recherche historique à la recherche de la vérité. Il voulait rendre l'histoire perceptible et tournée vers une vérité toujours remise en chantier, à l'aide du matériel de la théorie de la connaissance : cette vérité devenue une sorte de *credo* devait vivre en parfaite intelligence avec la réalité elle-même. Oskar Jäger était un enseignant engagé, qui, de l'avis d'hommes dignes de foi, pouvait passer pour un chef de file de la démocratie.

Il cherchait à former la jeunesse par le moyen de la communication et, faut-il l'ajouter, par la rencontre de la vérité et de la véracité. Il cherchait à la rendre capable d'apprécier les événements de l'histoire humaine sans passion politique, ni religieuse et à ne les interpréter qu'en fonction de critères moraux unanimement reconnus.

Avec de telles conceptions, il entra en conflit avec la pédagogie historique officielle, laquelle engendra une pédagogie de l'histoire teutonne primitive. Ce fait est suffisamment significatif.

*
**

Jusqu'il y a peu, l'étude de la conception marxiste de l'histoire s'est faite en dehors des auditoriums et des salles de cours. Le Gymnasium, en dépit de l'afflux de couches sociales moyennes et inférieures, est resté une école de classe ; l'analyse de la pensée socialiste y a toujours été suspecte. Si tous les présages ne sont pas trompeurs, tout ce qui a été injustement caché, doit, après une abstinence pédagogique d'un siècle, être consommé avec fringale et en conséquence mal digéré.

L'attitude de la jeunesse intellectuelle révèle, de façon inquiétante, qu'une infection idéologique est possible en tous temps et dans tous les systèmes sociaux.

Tout qui navigue de nos jours dans les eaux de l'interprétation marxiste de l'histoire, qualifie le système social et politique de la République Fédérale Allemande de fascinant. Il passe aux yeux de beaucoup d'autres, pour un bateau, qui ne peut sombrer, tandis qu'en Europe de l'Est, l'histoire sombre à travers une deuxième période des lumières scientifiques, dans une sorte de religion populaire.

Evidemment, il y eut toujours, en dépit de tous les aveuglements idéologiques, un enseignement de l'histoire, pour ainsi dire immunisé, conforme aux exigences et aux devoirs de la discipline. Mais trop souvent, il lui manquait l'indispensable fondement didactique, un principe conducteur, et plus encore une perspective et un sens. Il dégénéra de la sorte en un culte de l'événement et de l'événement seul ; il se perdit dans un positivisme se suffisant à lui-même et se contentant de retourner les décombres des antres des facultés d'histoire.

La concordance de l'histoire et de son enseignement devient de plus en plus ténue. Ce qu'écrit à ce sujet Waltraut Kupper, dans son livre « La psychologie de l'histoire » est particulièrement significatif. En 1961 déjà, il publiait le résultat d'une enquête menée parmi les élèves sur leur connaissance et leur compréhension de l'histoire. Les réponses obtenues en Hesse, un Land d'opinion modérée, choisi comme exemple, sont loin d'être encourageantes, même si l'on tient compte de la valeur relative de ces réponses. Si on convertit en pour cent l'intérêt des élèves pour les matières enseignées, on obtient dans les classes de 10^e

année : 28,9 % pour les mathématiques, 12,9 % pour l'allemand, 3,8 % pour l'histoire, 4,2 % pour la sociologie, 0,4 % pour la religion.

Dans les classes de 13^e, la répartition est la suivante : 28,1 % pour les mathématiques, 16,2 % pour l'allemand, 7,7 % pour l'histoire, 2,8 % pour la sociologie et 0,6 % pour la religion. Les élèves qui avaient 16 ans à cette époque-là, forment aujourd'hui la population de 24 ans dans nos facultés universitaires. Leur comportement ne permet pas, tout compte fait, de penser que l'enseignement de l'histoire ni celui de la sociologie les a bien préparés à la vie politique. Et cela ne vaut pas seulement pour nos sociologues et politologues qui, assez fréquemment, recherchent à calquer dans la pratique leurs manifestations et leurs actions politiques sur les modèles de la révolution culturelle chinoise. Les plus âgés de nos lycéens, même ceux qui, par leur comportement extérieur, ne veulent pas se faire passer pour A.P.O. Junglinge par le SDS Rotwelsch sont mûrs pour des idéologies, contestent l'Etat et la société. Ils considèrent l'école comme une institution de contrainte, d'un type capitaliste attardé, autoritaire et fascinante, dont la mission est de consolider un système social corrompu et de transmettre, à l'aide d'une frustration pédagogique, un enseignement de l'histoire et de la sociologie à une génération progressiste, sous forme d'exercices de méditation à la dévotion de l'Etat établi.

Le dégoût des plus âgés, devant les échecs, est grand ; beaucoup plus réduite est la préparation à la réflexion sur les raisons des détours pris par les jeunes qui ne sont pas aussi inoffensifs qu'on pourrait le croire, ni sur celles de leur manque d'intérêt pour le cours d'histoire. Elles sont, — tout au moins en ce qui concerne les seconds —, faciles à trouver.

Personne ne niera le dégoût généralisé pour l'histoire conçue comme maintenant. Le XIX^e siècle bourgeois se reniait partiellement lui-même lorsqu'il répétait les styles passés, lorsqu'il reconvertissait d'anciennes conventions sociales et culturelles. Par le biais de la science historique, il popularisa ses aspirations politiques (nationalisme, impérialisme). On s'ouvre désormais au présent et on flirte avec le futur simple et le futur antérieur. L'instinct de conservation est anti-conservateur, anti-traditionaliste. Une certaine mode pour les antiquités et le mobilier ancien, pour les armoires gothiques et des meubles de style fabriqués en série s'explique par des spéculations de prestige. Il faut, par des accessoires pseudo-historiques valoriser en le justifiant le niveau acquis. Cette mentalité anti-traditionnelle malgré ses camouflages pseudo-historiques, est l'expression d'une conscience historique brisée et peut s'expliquer, en partie tout au moins, par les séquelles des deux guerres mondiales.

Par ailleurs, il y a lieu de se préoccuper davantage de l'absence d'attraction pour l'espace historique, disloqué par les transferts de populations au cours de ce siècle, que de la destruction, aussi pénible soit-elle, des témoins historiques visibles. La voie ouverte par les

guerres et leurs séquelles est continuée et accélérée par les besoins de l'économie moderne, à savoir un profond bouleversement des groupes ethniques et sociaux. Il s'ensuit, qu'en l'espace de deux générations la cellule familiale, gardienne des valeurs traditionnelles, tournée vers la généalogie, donc vers le conservatisme, est devenue, par les tendances à l'émancipation, une institution fragile, dont l'influence devient de plus en plus faible. Sa structure se situe à un niveau plutôt bas du point de vue culturel ; elle est qualifiée avec mépris par la jeune génération de survivance du passé, dont la continuité n'est déterminée que par la succession généalogique. L'organisation de l'économie et de la société moderne rend impossible la permanence et favorise la mobilité sociale.

Les conditions sociales actuelles rendent difficile le maintien de liaisons avec les structures de pensées historiques et traditionnelles. Il n'est pas surprenant qu'il n'y ait guère de science où on se batte autant pour une nouvelle conception que l'histoire, comme l'a montré le Congrès des Historiens à Fribourg. Il faut y ajouter les résultats décevants et déprimants de l'histoire allemande toute récente ; elle est empreinte d'une contradiction absolue entre l'*ethos* et le *kratos*. La réaction qui en découle au sein de la jeunesse se caractérise assez souvent par un sentiment de dédain honteux vis-à-vis du passé national et tout particulièrement de l'histoire. Il n'est pas rare que les jeunes se détournent en se justifiant, des erreurs réelles ou présumées de leurs parents ou qu'ils ferment tout simplement les yeux. Quoi qu'il en soit, il en résulte une dégradation totale de la science historique et de l'enseignement de l'histoire, en tant qu'auxiliaires complaisants des détenteurs du pouvoir politique. Cela se solde par l'ignorance et le dénigrement.

Dans ce vide, surgissent de fausses sciences et des disciplines d'intégration ; on les étiquette sous des noms comme : cosmologie politique, sciences des collectivités. Dans la futurologie, l'histoire du passé, de ce qui s'est réellement passé, est remplacé par l'histoire du futur, de ce qui est possible. Même sans expérience de la psychologie de la jeunesse, il est compréhensible qu'un jeune homme qui a la vie devant lui, s'intéresse davantage à ce qui va arriver qu'à ce qui s'est déjà produit. En plus, celui qui réfléchit, en homme responsable, ne se limite pas au présent. Des vertus bourgeoises comme l'épargne, misent sur le futur. « L'homme intelligent fait des projets ». A cela s'ajoute un aspect théologique : « Dans tout ce que tu fais, souviens-toi des fins dernières. » Cette anticipation justifiée dans le futur n'a rien à voir avec le pari hybride sur ce dont l'homme de demain pourra disposer.

Expectative justifiée et sécurité d'existence nécessaire nous poussent à sonder l'insondable et le fortuit. Tout qui interroge l'histoire sait qu'il existe des normes fondamentales auxquelles l'homme est soumis indépendamment de l'époque ; il a connaissance des processus irrévocables, mais aussi des chances et des risques inhérents au libre arbitre. Les conditions de notre existence actuelle, les possibilités de

développement futur sont circonscrites par notre liberté personnelle et les lois historiques.

Quand l'histoire ne traite pas du présent tout actuel, elle n'entraîne, — c'est ainsi que le ressentent les jeunes et même fréquemment les plus âgés, — qu'un intérêt de musée. Le rapport au présent ne signifie pas l'actualisation à tout prix, il ne consiste pas à sélectionner dans le passé des parallélismes valables pour le présent. Il ne consiste pas à ignorer le caractère exclusif et unique de ce qui est historique.

Actualiser signifie attirer l'attention sur les lignes de développement, sur les processus historiques, dont les aboutissements provisoires doivent être envisagés dans les phénomènes sociaux, politiques, économiques, techniques ; en un mot, dans les manifestations culturelles du présent. Actualiser signifie décrire les besoins constants des hommes en modèles historiques, leurs intérêts, leurs formes de comportement, leurs réactions, en d'autres termes rendre perceptibles les dimensions anthropologiques de l'histoire, c'est-à-dire vu d'un point de vue psychologique, prendre en considération les affinités entre les degrés de développement des élèves et les matières historiques ainsi que ses méthodes.

Dans la phase initiale de la prise de conscience du problème, l'information ne devra pas être excessive. On préférera davantage, sans négliger de les fonder sur des faits historiques, des matières au contact desquelles l'esprit critique puisse s'aiguiser, se renforcer. De la sorte, on évitera de prime d'abord, ce que Wagenschein, Rumpf, Barthel, Gehrecke, Flitner et bien d'autres appelaient dès les années 50 les affections cancéreuses de l'histoire, à savoir : la pure accumulation chronologique de dates et de faits, le foisonnement de matières, le curieux penchant pour le détail, le souci quasi pathologique de l'intégralité encyclopédique.

L'enseignement de l'histoire, ainsi compris, comparable à un voyage en express, ne transmet à l'élève que des impressions confuses, vagues, imprécises du paysage historique. Il est construit en longueur, non en profondeur ; en extension, non en intensité. Il ravale l'élève au rang de consommateur. Il en fait une construction au lieu d'un élément de formation.

Un tel diagnostic a beau être exact, on n'en sera pas pour autant d'accord avec la thérapeutique recommandée par Wagenschein, d'un enseignement exemplaire, c'est-à-dire limité à des exemples qui dévoileraient de l'intérieur les lois de l'histoire, l'initiation à une méthode, qui rendrait possible la découverte de cette conformité à des lois. Car l'histoire révèle sans doute certaines normes et des processus conformes à des lois, du fait de son conditionnement par des réalités extérieures aussi bien que par des besoins constants et des orientations de la volonté humaine, mais elle est aussi déterminée par l'unique, le particulier, l'imprévisible, le fortuit et par des facteurs liés

au destin. Voilà pourquoi une réduction à des exemples, desquels on pourrait déduire une généralisation et une conformité à des lois, n'est pas possible.

L'empire d'Othon le Grand n'est en rien typique de la notion d'empire au moyen âge ; le risorgimento italien n'explique pas les mouvements nationaux dans les autres pays d'Europe. En outre, le choix privilégié de matières « exemplatives » rompt la continuité historique et détruit par-là même un des fondements les plus importants de la connaissance historique. Nous devons nous tourner vers d'autres remèdes méthodologiques. Le faire est indispensable, car en fondant l'histoire sur des bases sociologiques, on en accroît la matière de façon inquiétante. Ce ne sont pas seulement les individus, les personnalités historiques, les leaders charismatiques, les généraux, les législateurs, les tribuns populaires qui doivent faire l'objet de la recherche et de l'enseignement de l'histoire. Ce sont aussi les collectivités historiques, longtemps considérées comme des phénomènes extra-historiques passives, muettes, sans influence ; elles réagissent pourtant et forment la caisse de résonance de l'histoire. Il convient de mettre en relief les personnalités individuelles et sociales, la conjugaison du particulier et des groupes sociaux, leurs rôles et leurs manières d'agir, conformément à leurs lois immanentes. Il ne suffit pas d'apprécier les chœurs en dehors des solistes.

Cela n'est possible que par le renoncement au point de vue événementiel, chronologiquement ordonné. Ce renoncement devra s'effectuer au profit de catégories de relations, qui se préoccuperont moins des manifestations extérieures que des forces qui les engendrent. Ainsi disparaîtra l'intérêt pour les généalogies dynastiques, les dates généalogiques et biographiques, les suites de faits, etc., bref tout ce que l'*Aufklärung* a appelé la mémoire d'épicier. Les structures relationnelles seront, par contre, mises en lumière, parce qu'elles expliquent les données sociales, politiques, économiques et les orientations du développement. Une méthode, qui se propose cet objectif, n'est pas tournée vers le paradigme mais vers l'ensemble. Le tout n'est pas compris comme la somme des détails historiques mais comme les tissus conjonctifs qui en déterminent l'ordonnance et la consistance. Je pense à la méthode structurelle, telle que le professeur BOSL que je suis ici, l'a recommandée, il n'y a pas longtemps, dans son exposé sur *La valeur éducative rénovée de l'histoire* ⁽²⁾.

Une structure fondamentale de cette espèce, c'est par exemple la société archaïque. Elle implique une société fermée sur elle-même, au sein de laquelle les formations sociales sont isolées comme des castes, où les couches sociales sont bien circonscrites, où la mobilité sociale

(2) Voir aussi sur ce sujet : BOSL K., *L'aspect socio-anthropologique et sa signification pour rendre à l'histoire sa valeur éducative*, dans *Geschichte-Soziologie-Politikologie*, Mitteilungen des Verbandes bayerischer Geschichtsvereine, tiré-à-part de la *Zeitschrift für bayerische Landesgeschichte*, tome 31, 1968.

fait défaut. Ordre social et système du pouvoir y sont fondés sur un principe métaphysique absolu. Dans l'histoire du monde occidental, ce système de rapports vaut pour la période du V^e au XI^e siècle, à laquelle succéda une phase de défrichement, de dynamique sociale du XI^e au XIII^e siècle ; puis vient une période de transformations, de mouvements sociaux, d'émancipation scientifique, de Réforme et de Contre-réforme, de sécularisation intellectuelle, d'ouverture empirique sur le monde et d'orientation basée sur la raison. C'est la période qui va de 1300 à 1750 au cours de laquelle la société artisanale se mue en société industrielle, la société corporatiste en société de classes. La théocratie y est remplacée par la croyance en la souveraineté du peuple. La notion mécaniste d'Etat se dégage des conceptions ethnologiques ou volontaristes. C'est l'époque où les masses font leur entrée sur la scène politique internationale.

Il se peut que ces réflexions mettent en question des conventions devenues chères, qu'elles menacent des positions considérées jusqu'à présent comme évidentes. On rejettera les unes parce qu'inopportunes ; quant aux autres, on les contestera, on les corrigera, peut-être aussi les transposera-t-on dans la pratique, afin d'accroître l'intérêt pour l'histoire et pour son enseignement ou de les fonder sur des bases nouvelles.

L'histoire est à proprement parler la science de l'homme. Pourrait-on s'en passer ?

Hubert FREILINGER,
Maria-Theresia Gymnasium,
Munich, 1970.